

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL

Rue du 25 Mai n. 67.

HONNEUR ET PATRIE ?

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 piastres par mois.

LE PATRIOTE paraît tous les jours, le dimanche et le lendemain de fête, excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE, ou on reçoit les annonces, lettres et avis, depuis 10 h. du matin jusqu'à 4 h. du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS

Dimanche. — Bataille de Hohenstedt, (Allemagne) par le général Mureau (1800).

LE BUREAU ET L'IMPRIMERIE du Patriote Français sont transportés, à dater du 1^{er} mai, RUE DU 25 MAI, No. 67.

MONTEVIDEO.

A NOS SOUSCRIPTEURS.

Nous avertissons ceux de nos souscripteurs qui n'ont pas encore payé l'abonnement du mois de mai. Qu'à dater du 1^{er} juin, nous serons forcé de suspendre leur abonnement.

Chambres à louer.

S'adresser au BUREAU DU PATRIOTE.

A NOS COMPATRIOTES.

Nous insérons aujourd'hui dans nos colonnes la pétition adressée par le commerce français de la R. O. de l'Uruguay à M. le ministre des affaires étrangères. L'original, destiné à M. le ministre, sera déposé à l'état-major de la Légion Française, pour recevoir les signatures des personnes disposées à les donner. On pourra également venir signer au bureau du Patriote Français.

FAMILLETON.

SOUVENIRS DE LA RÉPUBLIQUE.

MEMOIRE D'UN BOURGEOIS DE PARIS.

PREMIER ÉPIQUE.

UNE FEMME CÉLÈBRE.

I.

On a parlé bien souvent du pétillement de notre siècle et de ses évolutions rapides; mais, pour en avoir une pleine conscience, il faut y avoir assisté comme l'ont fait ceux de mon âge, il faut avoir vu comme nous Louis XVI, Robespierre, Napoléon, et survivre à cette poussière de toutes choses, encore spectateur du présent mais ne sentant déjà plus que dans le passé.

Autrefois l'homme obscur n'assistait aux révolutions qu'en perspective et n'en voyait les acteurs que sur la scène; nous autres, au contraire, nous les avons coudo-

Pétition du commerce français de la R. O. de l'Uruguay, à S. E. M. le ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, à Paris.

Monsieur le ministre,

Lorsque M. le vice-amiral Bon de Mackau conclut, le 29 octobre 1840, avec le gouvernement du général Rosas, le traité qui mettait fin au blocus établi par la France contre la confédération argentine sans pour cela terminer la guerre destructive qui depuis plusieurs années désolait cette partie de l'Amérique méridionale, nous élevâmes la voix pour faire comprendre tous les vices de ce traité.

Par une fatalité que nous ne saurions trop déplorer, nos plaintes furent repoussées, nos avertissements méprisés et les ratifications échangées. Dès lors ce fatal traité rentrant dans le domaine des faits accomplis, notre objet n'est pas d'y revenir.

Mais il nous sera sans doute permis d'exposer à V. E. la triste situation dans laquelle nous nous trouvons par suite de cette convention du 29 octobre, car il nous semble impossible que le gouvernement de notre pays reste froid spectateur de la ruine d'une population aussi considérable que la nôtre et, nous osons le dire, si injustement abandonnée.

Par l'art. 4 de la convention du 29 octobre, le gouvernement de la R. O. était en droit de compter sur l'inviolabilité de son territoire et nous, population française, de nous considérer comme paisibles possesseurs de nos biens acquis, ou d'entreprendre avec confiance les opérations commerciales pour lesquelles nous avons temporairement quitté notre pays.

Il n'en fut pas ainsi, cependant; Rosas, pour qui rien n'est sacré, Rosas, le génie incarné de la destruction, que les agents militaires de la France se sont tous obstinés à méconnaître, Rosas ne tarda pas à porter le trouble et la désolation parmi nous. — Depuis le départ de M. le vice-amiral baron de Mackau, signataire du traité, au lieu de la paix durable

yes et entendus de près pendant vingt années; ces acteurs étaient nos parents, nos amis, nos voisins; c'est de parmi nous qu'ils sortaient pour monter au théâtre, applaudir d'abord, puis sifflés et faisant place à de plus heureux. L'histoire de notre siècle ne s'est point passée comme celle des précédents dans les palais, mais dans la rue, aux yeux de tous; aussi, pour la savoir, suffit-il d'avoir vécu et d'avoir regardé. Qui vous parlera mieux que le vieux bourgeois de Paris des états-généraux, des chances de la convention et des revers de l'empire? Qu'a-t-il besoin de nos livres pour ce passé dont il a fait partie? Les livres ne donnent que les faits, et lui il a les sensations, il connaît toute cette histoire privée que l'on ne raconte jamais, et qui est à l'autre ce qu'est la vie réelle à la vie de salon.

Or, c'est cette histoire, cher lecteur, qu'il veut vous raconter, non avec ordre, non sur un seul ton, mais à son caprice, tantôt triste, tantôt riant, et selon que le hasard ranimera ses souvenirs.

Car le vieux bourgeois en trouve à chaque pas; tout lui rappelle le passé. Derrière ce Paris que vous voyez, il en est un autre pour lui, le Paris d'autrefois; et au

qu'il nous avait promise, nous n'avons vu qu'une guerre d'extermination.

Le gouvernement O. bien pénétré que la paix seule pouvait assurer sa durée et le honneur du pays, a demandé avec instance aux deux puissances les plus intéressées à sa prospérité, une intervention armée, sans laquelle il sentait trop que son existence serait longtemps compromise. Des promesses flatteuses, des espérances stériles, sont tout ce qu'il a recueilli et nous, populations étrangères, nous souffrons aujourd'hui en proportion des maux qui retombent sur le gouvernement même.

Quoique cette question d'intervention armée ait été souvent soumise et démontrée aux cabinets des Tuileries et de St. James, il n'est cependant pas superflu de nous y arrêter; qu'il nous soit donc permis de répéter que l'art. 4 du traité du 29 octobre fait une loi à la France de soutenir l'état oriental, et qu'elle ne peut voir d'un œil indifférent que l'indépendance de ce pays, à une époque son allié, toujours son ami, soit foulée aux pieds par un despote aussi cruel que Rosas. (1)

Que V. E. veuille bien considérer les liens qui existent entre la France et la république orientale de l'Uruguay, et V. E. verra que ces liens sont désormais indissolubles, non seulement à cause de la nombreuse émigration qui s'est portée ici pendant les dernières années et qui tend à s'accroître dans une très grande progression avec le rétablissement de la paix sur ces rives hospitalières, mais encore par l'accumulation des capitaux français sur le sol de l'E. O. et le développement toujours croissant de notre commerce dans le port de Montevideo. (2)

(1) Voir note n^o 1.

(2) Une nouvelle circonstance, qui donne encore plus de poids à ce que nous disons de l'intérêt avec lequel la France doit considérer ce pays; c'est la concession faite récemment par le gouvernement oriental, de vingt lieues carrées de terre de labour, situées sur les bords de rivières navigables, à répartir entre les étrangers qui ont

reste d'inscription effacée, une vieille enseigne oubliée au-dessus d'un seuil, un livre de rencontre, souillé et entrouvert, peuvent éveiller en lui des gaietés ou des attendrissements que vous ne soupçonneriez point.

Je le pensais encore l'autre jour en sautant lentement les quais, si changés depuis trente années, et cherchant autour de moi quelque vieux débris que je pusse saluer en passant comme un ami de ma jeunesse; j'allais atteindre le Pont-Neuf lorsque je m'arrêtai tout-à-coup en tressaillant.

Parmi d'antiques gravures exposées à la porte d'un marchand, je venais d'en apercevoir une, sans intérêt pour le plus grand nombre, mais qui me rappelait, à moi, toute une époque: c'était un portrait allégorique gravé par Evangelisty et représentant une femme dénudée. L'Amour, armé de son carquois, la retenait au moyen d'une guirlande de roses, tandis qu'elle faisait effort pour lui échapper, en montrant au loin le temple de la Gloire. Au-dessous étaient gravés ces mots: "Mlle Caroline Waillet, prisonnière de la reine et membre décoré de l'Académie des Arcades."

(La suite au prochain numéro).

La population française qui, à la fin de 1840 était évaluée à cinq mille âmes (5000) peut aujourd'hui être portée au *minimum* de 15000, puisque le chiffre des immatriculations, au consulat général de France, s'élève à 9000, que ce chiffre ne comprend que les hommes adultes et qu'il faut y ajouter les femmes et les enfants, extrêmement nombreux, surtout parmi les basques. En 1842 il est arrivé à Montevideo, par navires français, 5012 passagers, la plupart provenant du pays basque. Toute cette population française, naguère dans l'aisance et parmi laquelle on comptait des familles riches, il y a seulement quelques mois, ressentent aujourd'hui les atteintes de la misère: la plus grande partie de nos ouvriers et de nos hommes de peine, dont les salaires étaient, avant l'invasion, assez élevés pour leur permettre de faire des économies, sont aujourd'hui à la charge de ceux que la guerre n'a pas encore entièrement ruinés, ou, extrémité terrible, ont été contraints à prendre les armes pour ne pas mourir de faim.

Tels étaient les éléments de prospérité de l'état oriental de l'Uruguay avant la guerre horrible que lui fit Rosas, que la population générale de la capitale a été doublée en moins de cinq ans; elle est aujourd'hui de cinquante mille âmes — 28,245 européens sont arrivés à Montevideo depuis 1838 jusqu'à la fin de 1841.

En 1839, *deuxième année du blocus* (et nous appuyons sur ce fait parce qu'il donne un démenti formel aux personnes fort mal intentionnées qui ont prétendu que les négociants de Montevideo avaient un intérêt direct à faire durer le siège de Buenos-Ayres), il est entré à Montevideo quarante-huit bâtiments français, et il en est sorti quarante-cinq, d'un tonnage moyen de 186 tonneaux.

En 1843, il en est entré quatre-vingt-dix-sept et sorti quatre-vingt-dix-huit, d'un tonnage moyen de 210 tonneaux. Cela prouve que, non-seulement il y a eu en trois années accroissement de plus du double dans le nombre des navires français entrés et sortis à Montevideo, mais encore, qu'il y a eu une augmentation de quinze pour cent, dans la moyenne du tonnage. Cela prouve encore que nos marchandises d'exportation, sans lesquelles il n'y a pas de progrès dans la navigation commerciale, trouvent ici un débouché prompt et avantageux. En effet, du seul port de Bordeaux il a été expédié, en 1842, directement pour Montevideo, vingt un bâtiments chargés de vins. Nous disons directement, parce qu'on en a expédié un plus grand nombre, qui a fait échelle à Bayonne ou au Passage, pour y prendre des émigrants basques.

On a vu par les états de navigation publiés dans le *Journal du Havre*, au commencement de cette année, que vingt-deux navires ont été expédiés de ce seul port pour la Plata pendant l'année 1842. Et bien, sur ces vingt-deux navires, richement chargés, seize sont entrés à Montevideo et y ont laissé la plus grande partie

pris ou prendront les armes pendant la présente guerre. Les Français forment la majorité, ou, pour mieux dire, la presque totalité de ces étrangers, avec une population forte et laborieuse, comme l'est la nôtre, bientôt des villages français, qui plus tard deviendront des villes, s'élèveront à 3000 lieues de la France pour resserrer l'union entre les deux peuples. Mais ces nouvelles colonies ne peuvent prospérer que lorsqu'on rendra libre la navigation des rivières, ce qui n'aura jamais lieu tant qu'on ne nous garantira pas la paix de la part de Rosas, qui, en possession de l'île de Martin-Garcia, au confluent du Paraná et de l'Uruguay, se rendra toujours l'arbitre de notre commerce avec les provinces de l'intérieur. La privation de l'Uruguay, et de ses affluents, surtout, porte le plus grand préjudice à nos intérêts.

de leurs cargaisons, malgré l'incertitude des événements et les craintes d'une invasion de barbares.

Le commerce général d'importation et d'exportation a suivi la même progression. En 1839, les importations ont été, d'après les relevés de la douane de Montevideo (relevés toujours beaucoup au-dessous de la vérité, pour des causes que nous n'avons pas à examiner ici), de 31,000,000 de francs, et les exportations de 37,000,000.

En 1842, les importations se sont élevées à et les exportations à

Enfin, comme un fait qui nous paraît concluant, nous tenons remarquer que au 10 septembre de l'année dernière, il y avait cent seize navires étrangers dans le port de Montevideo, tandis qu'on n'en comptait que cinquante dans celui de Buenos-Ayres. Et, cependant, rien n'entravait le commerce de cette dernière place; au contraire, la Confédération Argentine possédait et possède encore une escadre qui domine les eaux de la Plata. Mais ici la confiance règne parmi les spéculateurs, tandis qu'à Buenos-Ayres, où toutes les fortunes des négociants créoles, même ce les des étrangers qui n'ont pas de consuls accrédités, sont à la merci du despote qui fait gémir le pays sous son sceptre ensanglanté, on ne va qu'avec hésitation. Le commerce se portant naturellement là où les institutions politiques le protègent et le favorisent le plus efficacement, la différence entre les deux gouvernements explique la préférence donnée à Montevideo.

Il nous paraît superflu d'insister davantage sur les progrès rapides du commerce et de la population dans la République de l'Uruguay. Nous ferons seulement remarquer que le commerce de la Plata est un des plus avantageux à la France, un de ceux qui rapportent le plus au Trésor, toute proportion gardée, parce que presque tous nos articles d'importation ici proviennent du sol, de l'industrie ou des manufactures de la France: fort peu proviennent des entrepôts ou du transit. De même, les articles d'exportation de la Plata sont presque tous destinés pour la consommation de la France.

Il n'en est pas de même des productions des autres parties de l'Amérique, qui ne profitent guère qu'au commerce d'entrepôt et de transit, et notamment les provenances du Mexique, du Brésil, du Pérou et du Chili. Cette seule considération doit fixer l'attention des chambres de commerce et du gouvernement.

Que sera-ce donc, lorsque le fléau de la guerre aura cessé de désoler ces riches contrées; lorsque la pacification des deux rives de la Plata aura fait renaître la confiance parmi les capitalistes et les spéculateurs? De grandes choses se préparent, de vastes projets s'élaborent et se mûrissent en silence. L'impulsion des bâtiments à vapeur dans la Plata et ses affluents doit péter une révolution complète dans son commerce comme dans la politique de ses gouvernements, et déjà nous entrevoyons les bénéfices de ce mode de navigation, si la guerre impie que nous fit Rosas n'avait contraint à renvoyer ces entreprises coûteuses jusqu'au jour où nous recouvrerons notre indépendance et notre tranquillité.

Une paix serait fort incomplète si la France et l'Angleterre n'en assurèrent la durée. Par une erreur bien déplorable on s'obstine à traiter Rosas avec une considération, une déférence même qu'il n'a jamais méritées. Ou bien, peut-être, les deux puissances européennes se sont-elles imaginé qu'un gouvernement fort, comme elles supposent ce roi de Rosas, est le seul qui convienne à ces pays. Erreur

nouvelle, erreur bien funeste et qui a causé tous nos maux. Rosas, depuis quatorze ans qu'il a toute la somme du pouvoir, a, jusqu'à présent, été inhabile à rétablir la paix dans la Confédération Argentine, il y a plus encore: comme sa mission est de détruire et non de fonder, après avoir ruiné son propre pays, est venu porter la désolation dans la République Orientale. Nous le demandons, nous qui habitons depuis vingt ans les bords de la Plata, quel est le gouvernement faible qui a fait tant de mal? Quels sont les révolutions dont les conséquences ont été aussi funestes à l'Amérique du Sud, depuis la Bolivie jusqu'à l'Embochuro de la Plata, que le est la puissance de Rosas? Jamais, avant le règne sanguinaire de ce tyran, jamais nous n'avions vu couler le sang après la guerre, jamais les révolutions n'avaient arrêté les entreprises commerciales; jamais nos rapports avec les provinces de l'intérieur n'avaient été interrompus; jamais aucun blocus n'avait mis obstacle à la navigation des rivières. Tous ces fléaux, il faut bien le reconnaître, nous ont été appliqués par Rosas. Toute paix avec ce chef serait donc il usoire, si la France et l'Angleterre ne s'engageaient pour arrêter et maintenir des garanties que le despote de Buenos-Ayres méritait toujours, si une puissance plus forte que la sienne ne les fait respecter.

Une des conséquences naturelles et avantageuses de la paix serait la libre navigation des rivières, car le droit de souveraineté que Rosas s'arroge sur l'Uruguay, le Paraná et même le Paraguay, est encore une de ces prétentions exorbitantes que l'on seul à l'ardace de concevoir. Tant que Rosas persistera à en exclure les étrangers, au mépris du droit des nations, au grand détriment des États riverains, tels que la Bolivie, le Paraguay et le Brésil, le commerce de ces parages ne prendra jamais cet élan gigantesque qui change en peu d'années la destinée des nations; il se trouvera forcément circonscrit dans un cercle vicieux, que le système anti-civilisateur de Rosas tendra toujours à rétrécir de plus en plus. Il faut, en un mot, que les gouvernements de France et d'Angleterre tranchent d'un seul coup ce fameux noeud gordien, pour n'avoir plus à y revenir. (1)

Sans prétendre nous immiscer dans la politique du gouvernement du roi, il nous sera peut-être permis de faire observer à V. E. que la France, en plaçant sous sa protection les îles marquisées et les îles d'Otaïti, est allée bien loin établir des relations coûteuses lorsqu'elle avait, dans le pays que nous habitons, non pas une colonie, toujours plus dispendieuse que profitable à la mère patrie, mais un marché productif pour nos manufactures et les produits de notre sol. Ici, sans courir les chances d'établissements à former, de métiers à créer, de dépenses à anticiper, la France trouve des ressources immenses, fruit de relations établies depuis long-temps et des garanties qu'offre un gouvernement régulièrement constitué. Ici nous ne demandons que la paix pour obtenir tous les avantages que le pays offre en abondance; aux marquisées et à Otaïti, au contraire, il est probable que nous n'arriverons à un résultat heureux qu'à la suite de guerres locales, (si Dieu permet que ces nouvelles possessions ne nous attirent pas quelque guerre étrangère) dans lesquelles nous aurons à dépenser beaucoup d'argent et surtout beaucoup de sang (2). Ici, comme nous l'avons déjà dit à V. E., la paix dépend d'un

(1) Voir le travail sur la navigation des rivières.

(2) Le sort du commandant Halley et d'un lieutenant de vaisseau, prouve assez ce qu'on doit attendre des sautes de ces îles.

seul homme, est-il donc possible qu'un gouver-
nement comme celui de la France recule de-
vant la faible tâche de la rétablir? Si la peur de
d'arracher à la barbarie des contrées lointaines
comme les marquis et Oaïti, fut l'honneur
à la France, que ne donna-t-on des drapeaux, par
son abandon, elle laisse s'y replonger une ré-
publique naguère florissante comme l'était
l'Etat Oriental? Et c'est vers un pareil ré-
tat que nous marchons si le Cabinet des Tui-
leries n'intervient dans la question actuelle,
car malgré la victoire qu'il est probable que
nous obtiendrons, si Rosas reste au pouvoir,
si une main puissante n'est là pour l'arrêter, il
est à craindre qu'il ne revienne plus tard ache-
ver l'œuvre de destruction qu'il a déjà si cruel-
lement commencée.

Il est plus que temps, monsieur le ministre,
que la France soit représentée par des hom-
mes énergiques et revêtus de pouvoir assez
étendu pour prendre sur eux l'initiative dans
les questions comme celle dont nous nous oc-
cupons en ce moment. Quo sert que nous ap-
partenions à une nation puissante, si au point
du danger nous manquons d'appui? Que sert
que notre ministre plénipotentiaire à Bahia
Ayres lui-même sa note du 16 décembre si sa note
n'est qu'une vaine feuille de papier? Que sert
qu'un vice-amiral vienne sur notre rade à la
tête de forces imposantes si, lorsque nous lui
demandons protection, il nous répond que les
instructions lui manquent? Et c'est cependant
ce qui nous est arrivé. En réponse à l'adresse
aussi respectueuse que pressante que nous pré-
sentâmes à M. l'amiral Massieu, (1) nous n'en
avons obtenu que l'annonce d'un blocus recon-
nu par lui au nom de la France et la permis-
sion de nous retirer sur nos navires s'il nous
fallait quitter le pays. Et ce n'était rien que
les souffrances d'un bombardement, les hor-
reurs d'une famine horrible, nous avions sans
ce-se devant les yeux le spectacle des tortures
dont nous menaçait le farouche Oribe. (2)
tortures d'autant plus horribles qu'il les aurait
étendues à nos femmes et à nos enfants! Que
pourrions-nous faire dans une position si cruel-
le? Prendre les armes pour défendre nos pro-
priétés et surtout nos familles; pour cela, si
s'il était possible, l'envoi de notre dépôt. (3)
Et nous nous sommes armés!

Notre prise d'armes nous donnait la chance
de nous protéger contre les soldats de Rosas,
mais la crainte de la famine nous inquiétait en-
core lorsque le commandeur anglais Purvis,
donnant à M. l'amiral Massieu un exemple qu'il
n'aurait pas dû attendre, rejeta le blocus que ses
ministres, les consuls, les commandants étran-
gers (4) avaient tous accepté sans la moindre
hésitation, tant est grande leur crainte de Rosas,
ou tout au moins l'envie qu'ils ont de lui
plaire; (5) Peut-être, après tout, cet empres-
sement à nous faire le mal n'est-il que l'effet
de l'indifférence avec laquelle ils traitent leurs
co-nationaux. Et nous voyons peu, lorsque
nous parlons de leur indifférence; la conduite

de notre propre consul nous autorise à l'accu-
ser, lui du moins, de sacrifier nos intérêts. Oublieux
de ses devoirs, méconnaissant son manda-
t, M. Théodore Pichon, consul général de
France, s'est efforcé, s'est efforcé encore, au mo-
ment où nous écrivions, de fomenter la guerre
civile entre les Français établis dans la Répu-
blique Orientale. Quoique sévère que soit notre
langage, quelque sévères que puissent
paraître les accusations que nous portons
contre lui, sa conduite est là, les preuves en-
sont fournies qui attesteront si nous avons
le droit de le traduire au tribunal de notre
pays. (1)

Ainsi, délaissés par les autorités françaises,
auxquelles nous ne demandions que *quelque adou-
cissement à nos maux*, que *protection* contre
notre ennemi, nous n'avons reçu de son gou-
vernement aux uns que lorsqu'un commodore
étranger, jaloux de l'honneur de son pays et
du respect que l'on doit à sa souveraineté, s'est
élevé noblement contre les prétentions barba-
res du sauvage Oribe; (2) nous n'avons obtenu
l'autre qu'en nous faisant soldat.

Mais depuis quand donc, monsieur le mini-
stre, le nom de français ne protégé-il plus
ceux qui le portent? Quand donc avait-on vu
qu'à Bahia où s'abritaient 15000 sujets du roi,
sous le pavillon de la France, il fallait encore
qu'ils s'armassent eux-mêmes, eux, paisibles
industriels, lorsque leur pavillon était soutenu
par 150 canons envoyés pour les protéger?
Nous le répétons, M. ministre, il est temps que
notre pays soit dignement représenté, que nos
intérêts soient efficacement garantis, et ce n'est
ni un ministre qui permet que Rosas l'injure (3)
ni un consul qui conspire contre un gouverne-
ment auprès duquel il est accédité, contre les
nationaux dont on prétend qu'il est l'appui; ni
un amiral qui nous abandonne à toutes les hor-
reurs d'un bombardement, à toutes les souf-
frances de la famine, ce ne sont, disons-nous,
ni un tel ministre, ni un tel amiral, ni un tel
consul que la France doit employer dans ces
contrées lointaines. (4)

Le gouvernement du roi, nous l'espérons du
moins, ne rejettera pas les doléances de tant
de français qui ne désirent, qui ne demandent
que le rétablissement de l'ordre et de la tran-
quillité. Le gouvernement du roi ne refusera
pas sans doute de concourir au maintien de la
paix, de la paix, seule faveur que nous implo-
rions. Quoiqu'on ait pu dire contre la popula-
tion française des rives de la Plata, son-
nante qu'on coule qu'on l'ait représentée, les
faits sont là, pour attester que cette popula-
tion a été livrée sans défense, et qu'on ne lui a
offert qu'un asile à bord de quatre bâtiments
de guerre, composant la station devant Montevideo.
Asile impossible, protection illusoire; parcequ'on n'entasse pas 15000 personnes,
hommes, femmes et enfants, à bord de quatre
bâtimens. (5)

(1) Voir la protestation contre M. Pichon.
(2) Voir la correspondance entre le commandeur Purvis et Oribe.
(3) Voir les réponses de Rosas et les discours prononcés à la chambre des représentants.
(4) Lorsque nous apprîmes l'arrivée à Rio de S. A. R. le prince de Joinville, nous eûmes un moment d'espérance. Nous nous flitions que, si près de nous, S. A. R. daignerait nous visiter; mais des exigences auxquelles sans doute le prince a dû souscrire, ne lui ont pas permis de venir dans la Plata. Il nous reste la consolation de croire que S. A. R. n'a pas été insensible à notre situation, et qu'elle s'intéressera à notre sort lorsqu'elle reverra son auguste père. (1)
(5) Voir l'adresse à S. A. R. le prince de Joinville.
(6) En supposant que tant de monde pût être contenu dans un si petit espace, qu'en arrivant dans ces contrées aurait-on trouvé? Que seraient devenues les marchandises, les propriétés, les créances? Et ces 15,000

Cette population calme, jusque là laborieuse, amie de l'ordre et des institutions bienfaisantes de cette république, cette population jusqu'alors inoffensive, a été brusquée à bout par des hostilités directes contre elle. On a voulu la forcer, par la misère et par la faim, à se soulever et à tourner ses armes contre le gouvernement hospitalier auquel elle doit tout, son présent et son avenir. Suivre la voie dans laquelle on voulait l'engager eût été une trahison infâme, digne de la politique machiavélique d'un Rosas, mais indigne de la loyauté et des sympathies du peuple français. Elle s'est soulevée puisqu'on l'y a forcée! Mais elle prouve à la face du ciel et de la terre qu'elle n'est mue par aucun désir de se mêler aux luttes des partis, ni de se constituer juge des motifs de la guerre actuelle. Qu'on la mette à l'abri des attaques de Rosas et d'Oribe, et elle cessera d'être offensive; mais elle déclare en même temps que, jusqu'à ce que le gouvernement français lui accorde la protection efficace et durable à laquelle elle a droit de prétendre tant que cette guerre désastreuse continuera, elle aura la chance de combats.

A tous ces titres elle se croit digne de la haute et puissante protection de la mère patrie, et elle agit avec confiance le résultat de ses justes réclamations auprès du gouvernement du Roi.

personnes déposées au Brésil, le point le plus rapproché, en supposant qu'on eût pu les y conduire, comment y auraient-elles vécu? Et M. l'amiral, qui avait proposé ce moyen, aussi ingénieux qu'efficace, sans même prendre la peine d'y réfléchir, n'a pas eu le courage de revenir sur une réponse aussi désespérante! M. l'amiral a saigné sur sa tête une responsabilité effrayante, il a échoué une position admirable contre un rôle odieux. Qu'on se souvienne de ce qu'il a fait dans la Plata, on ne peut pas trouver le repos des jours qui lui restent à vivre!

Et, comme il faut dire toute la vérité, comme il faut aussi que les ministres du roi sachent quels sont les hommes qui représentent au loin le pays, nous dénonçons ici le commandant de la frégate l'Atalante, M. Lemarie, comme hostile à ses compatriotes, en s'efforçant d'exciter contre eux l'amiral commandant en chef. Dans l'entre-deux qui eut lieu à bord de la frégate la Gloire, entre l'amiral et les délégués chargés de présenter l'adresse de la population française, comme l'un de nous, M. Coque-teaux, disait à l'amiral que la guerre de destruction que nous fait Rosas lui avait déjà coûté 10,000 piastres et lui en coûterait probablement encore autant, M. le capi-taine de vaisseau Le narsé lui répondit d'un air qui sans doute il croyait digne, et que nous nous abstenons de qualifier: "Vous êtes fort heureux, monsieur, on est toujours heureux de pouvoir perdre, c'est à prévoir que l'on n'est pas sans ressources." M. l'amiral ne crut pas devoir relever ce propos. Toute cette audience donnée par M. l'amiral Massieu fut conduite sur le ton d'une si froide indifférence, d'un si cruel abandon, que les délé-gués revinrent à terre la mort dans l'âme. Ce même M. Lemarie a, plus tard, dit à l'amiral que, s'il voulait lui donner le commandement de 500 marins, il serait déposer les armes à la population française. Il paraît qu'il lui fait notre sang à quelque prix que ce soit, et, puisque nous ne l'abandonnons pas à Oribe, c'est lui, lui commandant français, qui se charge de le représenter. Il est consolant pour nous de dire, et il le sera sans doute aussi pour notre pays d'apprendre que, loin de partager les sentiments de M. Lemarie, et de deux ou trois autres personnes, tous les officiers de l'escadre font des vœux pour le succès de leurs frères en danger. Honneur à ces hommes généreux qui ont des sympathies pour l'infortune, et qui n'attendent pas, pour suivre les impul-sions de leur cœur, que le vent de la faveur souffle sur nous.

AFFAIRE DE LA MARINE PORTUGAISE

Le Constitutionnel donne quelques détails sur l'affaire qui a soulevé un différend entre M. le consul de Portugal et le gouvernement de la République Orientale. Nous attendons des ren-seignements plus précis pour présenter que-ques considérations à cet égard.

(1) Voir l'adresse des Français à l'amiral Massieu.
(2) Voir la circulaire d'Oribe.
(3) Voir la protestation contre l'amiral Massieu.
(4) Le consul de S. M. B. et le commodore anglais seuls exceptés.
(5) Rosas, ce colosse de crimes, qui, grâce à l'abru-tissement dans lequel il a plongé son pays, grâce surtout aux complaisances des agents étrangers, s'est fait monar-que au petit pif, Rosas ayant eu la velléité de se faire rendre les honneurs royaux, les vingt-deux bâtiments de guerre étrangers, mouillés sur notre rade et dans notre port, l'ont salué le 30 mars 1843, jour anniversaire de sa naissance, de 21 coups de canon. Un mois après, le pa-villon du roi des Français était salué par ces mêmes bâ-timents; mais pas par tous... Ceux de Rosas n'avaient pas payé le tribut de leur hommage! Cette circon-stance doit être envisagée sur les notes de M. l'amiral Massieu de Clerfaut.

MOUVEMENT DU PORT

DE MONTEVIDEO.

Entrée du 15 juin.

Salem, 6 avril, brick américain *Chernee*, 185 ton. cap D. H. Mantile, Southgate, avec farine, thé, riz et autres effets.

Buenos-Ayres, brick français *Astronome*, suit pour Marseille.

Buenos-Ayres, brick anglais *Village-Gial*, suit pour Valparaiso.

Stuall, brick anglais *Jasmin*, à Rodger frères.

Buenos-Ayres, brick de guerre français *Tactique*. Maldonado, 9 navires avec vivres et bestiaux.

du 16.

Maldonado, brick goëlette américain *Mornig-Stard*, et goëlette sarda *Concepteur*.

Cádiz, brick anglais *Richard* à Porlance.

Liverpool, barque anglaise *Ann Bist*, à Rodger frères.

Sta. Lucia, frégate américaine avec bétail.

Un brick goëlette à l'est.

du 17.

Bordeaux, trois mâts français *Inca*, à Raymond Thill.

Maldonado, goëlette luquaise, avec bétail.

Gênes, trois mâts sarda *Maria Eugenia*, à Lacordelle.

Gênes, polacre sarda *Industria*, à Geavella.

Un trois mâts français en vue.

AVIS.

M. le capitaine de *Sigrette*, est prié de passer au bureau du *Patriote*, pour affaire qui le concerne.

AVIS A NOS SOUSCRIPTEURS.

Le *Repartidor* du *Patriote* étant changé, nous prions ceux de nos souscripteurs qui n'auraient pas reçu le journal depuis deux jours, de vouloir bien adresser leurs réclamations au bureau du journal.

LE COURRIER D'OUTRE-MER.

Journal politique, littéraire, commercial et industriel.

Ce journal, le plus complet par l'importance et le choix des matières, est aussi, comme exécution typographique, le plus riche des grands journaux qui se publient en France. Le *Courrier d'Outre-Mer* est fait spécialement pour les colonies espagnoles et les divers autres points de l'Amérique du Sud. Ses fondateurs se sont proposé de s'occuper sans relâche des intérêts qui lient chaque jour davantage l'avenir de cette partie du monde à l'avenir européen; de faire connaître à l'Amérique, d'une manière régulière et sûre, les mouvements divers de la politique, de l'industrie, du commerce et de la littérature en Europe, et, en même temps, de mettre en rapport tous les centres de population de l'Amérique méridionale par la communication continue des mouvements et des progrès qui marquent la vie de chacun d'eux. Enfin les fondateurs de ce journal ont voulu surtout élever une tribune assez favorablement placée pour que la défense des intérêts américains put y être présentée avec quelque autorité, et obtenir, pour les graves questions qui s'y rattachent, l'attention et l'importance qu'on leur a, malheureusement pour tous, refusées jusqu'à ce jour.

Le *Courrier d'Outre-Mer* se publie en même temps à Paris et à Madrid. Les écrivains les plus distingués de ces deux capitales concourent à sa rédaction. Le corps du journal est écrit en espagnol. Le feuilleton seul est à la fois en espagnol et en français.

Ce journal étant, comme nous l'avons dit, spécialement fait pour l'outre-mer, la quotidienneté de publication devenait inutile et est même nuis à la valeur du journal, sous le rapport de l'exactitude des nouvelles, qu'une feuille quotidienne ne peut pas toujours vérifier. Les éditeurs du *Courrier d'outre mer* ont préféré, judicieusement, publier, tous les cinq jours, une livraison contenant à peu près la matière de cinq journaux ordinaires.

Dans chacune de ces livraisons on trouve, à côté du développement des plus graves questions politiques, coloniales et industrielles, un tableau complet des nouvelles diverses et des faits politiques les plus importants,

une Bulletin des débats parlementaires, puis, après la tenue des tribunaux, une chronique spirituelle des théâtres, des salons, en un mot de la *fashion* artistique et financière de Paris.—Les découvertes de la science, les progrès et les perfectionnements de l'industrie et des arts sont enregistrés avec régularité dans le *Courrier d'outre-mer* et il n'est pas jusqu'aux mouvements capiteux de la mode parisienne qui n'y soient constatés avec la plus grande exactitude dans des feuilletons spéciaux, accompagnés de gravures, dont l'exécution soignée dépasse de beaucoup tout ce qu'ont publié jusqu'à ce jour les recueils de mode les plus élégants.

Ces dessins, reproduisant les variations de costume, de coiffure ou d'ameublement, ne sont pas les seuls que publie le *Courrier d'outre-mer*; les biographies des célébrités contemporaines y sont accompagnées des portraits de ces demi-Dieux du jour. Une des livraisons du mois de mars dernier contient un portrait remarquable de l'auteur des *Paroles d'un Croquant*, M. F. de Lamennais.

Les trente quatre premières livraisons du *Courrier d'outre-mer*, se trouvent à Montevideo au bureau de correspondance de ce journal, rue de Buenos-Ayres, (St. Sebastien, n.° 72 bis) à côté de la maison Lorenzo Pérez.

Les personnes qui voudront recevoir à domicile les livraisons du *Courrier d'outre-mer* le jour même, ou le lendemain, de leur arrivée à Montevideo, devront souscrire au moins pour un trimestre.

Prix de la souscription pour trois mois: 6 patacons 240 reis.

L'abbé Desombre, dont les services, comme aumônier du régiment des Volontaires Français, ont été agréés par le chef du corps et confirmés par l'autorité locale et ecclésiastique, a l'honneur d'annoncer à ses frères d'armes que, pour tous les secours spirituels de sa compétence, comme aussi dans l'exercice des devoirs dont il s'est chargé, il est, dès ce moment, à la disposition de toutes les familles, dont les chefs auront pris les armes pour une cause aussi sainte que nationale.

S'adresser à l'hôpital de la Charité, où demeure M. l'aumônier, et, dans le cas où il ne se trouverait pas chez lui, laisser une adresse au bureau de l'intendance, qui se trouve à main gauche, en entrant dans la cour de l'hôpital.

ARMES DE CHASSE et DE GUERRE.

Nous nous empressons de prévenir les amateurs que nous avons vu, chez M. Domergue Coste aîné, ni son Lavalaja, des fusils de chasse et de guerre, au moyen desquels on peut tirer 10 à 12 coups à la minute. Au moyen d'un procédé ingénieux ces fusils qui se chargent par la culasse, se chargent comme les fusils ordinaires dans le cas où l'on manquerait de cartouche.

Les prix de ces fusils ne sont pas plus élevés que ceux à système ordinaire.

M. Viglezzi, ex-capitaine d'état-major, pas é capitaine de la compagnie d'ambulance pre les personnes qui voudront faire partie de ladite compagnie, de vouloir bien se faire inscrire au bureau de l'économé à l'hôpital français.

VIGLEZZI.

Avis de la Salle de Commerce.

Le directeur de la Salle de Commerce fait savoir au public que les packets entre Montevideo et Buenos-Ayres, ayant perdu ladite qualité, et se trouvant désormais considérés comme navires marchands, les signaux de sortie ne se feront plus comme antérieurement, mais seulement sur l'ardoise, et lorsqu'ils se feront aviser, ils mettront, comme navires marchands, les pavillons de leurs nations. Le packet anglais sera le seul qui sera signalé comme auparavant.

Les lettres de non souscripteurs ne seront admises, pour le départ, qu'avec un paiement de 6 vint ns pour chacune.

Le Directeur,

J. R. SQUELLA.

AVIS IMPORTANT.

Maison d'éducation des demoiselles Lesueur, rue Sarandi, autrefois San Carlos, 96.

L'une de ces dames a l'honneur de prévenir les personnes qui désireraient apprendre la grammaire française et l'espagnole, l'arithmétique, la géographie, l'histoire, etc., qu'elles peuvent disposer de quelques heures pour donner des leçons particulières à domicile ou chez elle. Les succès qu'ont obtenu tous les jours les élèves de ces dames, dans leur institution, leur sont un sûr garant de la confiance qu'on voudra bien leur accorder, confiance qu'elles s'efforcent de mériter de plus en plus.

HOPITAL FRANCAIS.

L'hôpital a besoin d'une compagnie de quarant hommes d'ambulance, ils auront exactement les mêmes droits que les légionnaires, à dater de leur engagement. Les Français qui voudraient en faire partie n'ont qu'à se présenter à l'hôpital, rue de Sarandi près le marché où le directeur leur fera connaître les conditions.

AVIS DIVERS.

AVIS.

Les Dames Françaises, qui se sont occupées de la souscription pour l'hôpital, désireraient que, pour diminuer les fatigues auxquelles elles se sont généreusement soumises, une souscription à domicile fut ouverte chez l'une d'elles.

C'est pour ce motif qu'une souscription est ouverte chez Mme. Viglezzi, rue Riçon.

On trouvera à l'imprimerie du *Patriote* réunis dans une seule feuille la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Veillons au salut de l'Empire* et la *Parisienne*.

AVIS.

Maison Honoré Gasparin, platero, rio del Riçon, on achete or vie ux, argent et cuivre.

AVIS.

On vient d'imprimer, à l'imprimerie de la Charité, un ouvrage intitulé :

INSTRUCTIONS D'INFANTERIE,

qui comprend celle des recrues, le manuel des guides, et la tactique des éclaireurs; extraits de la dernière édition de Valence, avec 29 gravures lithographiées, qui indiquent les signes du commandement avec l'épée ou la canne.

Il se vend à ladite imprimerie, et chez Domech ou chez Varela, place de la Constitution.

Le Gérant Jh. REYNAUD.

Imprimerie Orientale, dirigée par Jh. REYNAUD.